

Pour le renouveau industriel en France et en Europe



Par Christophe Grudler

Candidat sur la liste **Besoin d'Europe** aux élections européennes.

Député européen, vice-coordonateur de la Commission de l'Industrie, de l'Énergie et de la Recherche au Parlement européen.

Le constat :

Oui, l'Union européenne a été trop naïve ces dernières décennies. Nous avons oublié que l'industrie était cruciale dans notre économie, en particulier pour nos filières stratégiques. Avoir la matière grise en Europe, et la production ailleurs n'est pas une bonne solution. Cela nous rend trop dépendants.

Nos actions avec la majorité présidentielle :

C'est pour cela que depuis 2019, je suis engagé au Parlement européen avec la majorité présidentielle pour faire changer les choses. Rendre notre Europe moins naïve, et renforcer le mouvement de réindustrialisation, en particulier en France.

Au niveau français, notre majorité a par exemple :

- **Adopté une Loi pour l'industrie verte**, avec des mesures importantes pour accélérer la réindustrialisation dans les territoires français : implantation de la première gigafactory de batteries électriques d'Europe dans les Hauts-de-France. Un projet soutenu par l'Union européenne
- **Baissé des impôts de production**, pour être plus compétitif face aux concurrents étrangers et renforcer la compétitivité et favoriser l'implantation de sites de production dans le pays. Doté d'une enveloppe de 100 milliards d'euros.
- **Mis en place le programme 'Choose France'**, pour attirer les investissements dans l'industrie en France (la France est le pays européen le plus attractif pour les investissements étrangers pour la 5ème année consécutive) et créer des emplois sur nos territoires (plus de 300.000 emplois maintenus ou créés pour les Français de 2017 à 2023)

- **Lancé une stratégie de relocalisation de la production industrielle pharmaceutique** en France pour 147 références de médicaments (guichet unique financé par le plan France 2030)

Au niveau européen, notre majorité a poussé pour :

- **L'adoption d'une taxe carbone aux frontières**, pour éviter que les industries européennes perdent des parts de marché par rapport aux industries étrangères concurrentes qui ne sont pas soumises au système d'échanges de quotas d'émissions carbone.
- **La création d'Alliances industrielles européennes pour l'hydrogène, l'aviation zéro émission, les panneaux solaires, les batteries électriques ou encore les petits réacteurs nucléaires modulaires.** L'objectif est de faciliter et d'accélérer le développement, l'innovation et le déploiement de ces technologies stratégiques en Europe, grâce à des aides publiques et des investissements privés dédiés.
- Au sein de ses alliances, **nous poussons pour l'adoption de PIIEC : Projets Importants d'Intérêt Européen Commun** qui peuvent bénéficier d'un régime allégé d'aides d'État sous certaines conditions. C'est un des outils les plus prometteurs pour concilier innovation et coopération, tout en orientant les investissements publics et privés vers des secteurs stratégiques.
Exemple : **PIIEC sur l'Hydrogène (Hy2Tech)** qui implique 15 États membres parmi lesquels la France est le mieux représenté (10 entreprises parmi les 35). C'est dans le cadre de ce PIIEC que la Gigafactory d'électrolyseurs de McPhy à Belfort bénéficiera d'une aide publique de 144 M€. Il se concentre sur la R&D et l'industrialisation d'électrolyseurs et d'équipements et de véhicules pour la mobilité.
- **La fin de la naïveté commerciale**, en travaillant à l'adoption du règlement sur la réciprocité des marchés publics, ou la loi européenne sur l'interdiction des subventions étrangères faussant le marché intérieur.
- **Des mesures fortes dans la Loi européenne pour les technologies propres (NZIA)**, que j'ai négocié pour mon groupe Renew Europe au Parlement européen : prévoit une préférence européenne pour les technologies stratégiques (batteries électriques, panneaux photovoltaïques, éoliennes, composants nucléaires...) sur les marchés publics, de favoriser la production européenne de ces technologies, et de simplifier les démarches administratives des industries de ces secteurs.
- **Relance d'intérêt pour la filière nucléaire en Europe**, dont j'ai été en avant-poste avec la création d'un groupe de réflexion sur le nucléaire au Parlement européen. Grâce au travail de la majorité présidentielle, la Commission, dans sa stratégie climatique pour 2040, a finalement reconnu le nucléaire comme énergie décarbonée et l'a placé sur le même plan d'égalité que les énergies renouvelables. Je me bats au quotidien pour que la France reste leader dans ce domaine avec une main d'œuvre qualifiée, une offre de formation renforcée, des investissements soutenus dans la

recherche et l'innovation. Ce regain européen va profiter à l'écosystème du nucléaire français.

- **Adoption d'une loi européenne pour les puces électroniques**, pour inciter à la production en Europe des semi-conducteurs et puces pour les appareils électroniques.
- **Des mesures qui soutiennent les PME-TPE**: un délai minimum de paiement mis en place pour protéger la trésorerie des PME et petits sous-traitants, qui sont dépendants de grands donneurs d'ordre. Exemption des PME dans la CSRD et le devoir de vigilance.
- ... et de nombreuses autres mesures

Mon objectif pour les 5 prochaines années : Une nouvelle impulsion pour notre industrie lors du prochain mandat au Parlement européen.

Le prochain mandat du Parlement européen sera crucial pour accélérer le mouvement de réindustrialisation, et relocaliser nos technologies stratégiques. Nous n'accepterons pas de devenir les vassaux de grandes puissances comme la Chine.

Nous voulons des champions industriels européens, qui s'appuient sur les forces et les savoir-faire de l'industrie française. Que cela soit dans l'aéronautique, l'énergie ou encore le spatial, nous avons des fleurons industriels à préserver et à développer grâce à l'Europe !

Nous ne voulons plus de la naïveté face à la concurrence déloyale, nous voulons des règles commerciales équitables, pour que nos entreprises européennes aient les mêmes chances que les entreprises étrangères de prospérer.

Nous voulons encourager l'achat de produits "Made in Europe", ce qui renforcera notre souveraineté technologique, et réduira le déficit de notre balance commerciale.

Dans le détail, quelques mesures phares de notre Liste Besoin d'Europe :

- **Construire une filière européenne des petits réacteurs nucléaires européens (SMRs)**
- **Adopter la préférence européenne**, en conditionnant toute aide publique à une obligation de localiser ou rapatrier une partie de la production en Europe. Tout marché public européen doit privilégier la production européenne.
- **Étendre la taxe carbone aux frontières, au delà de l'acier et du ciment, pour stopper le dumping environnemental**
- **Mobiliser 1000 milliards d'euros dans un grand plan Europe 2030**, pour investir dans les technologies d'avenir, comme l'avion vert européen

- **Créer un livret d'épargne européen** pour orienter l'épargne vers l'investissement et la production en Europe
- **Mettre en place un compte personnel de formation** pour se former partout en Europe
- **Instaurer un bouclier commercial européen**, avec des droits de douanes automatiques en réponse à tout tarif douanier contre des entreprises européennes
- **Lutter davantage contre le dumping social**, en imposant le respect de critères sociaux (salaires et cotisations sociales minimales) pour l'accès aux fonds européens.
- **Accompagner la reconversion vers les métiers de demain**. L'Europe complètera les financements des systèmes nationaux et créera un espace européen de l'apprentissage et de la formation professionnelle.

Oui, la réindustrialisation française et européenne est possible ! Je m'y engage avec l'ensemble de mes colistiers de la majorité présidentielle !

La [liste Besoin d'Europe](#) est la campagne commune de Renaissance, du Mouvement Démocrate, d'Horizons, du Parti Radical et de l'UDI pour les élections européennes de 2024.

Pour en savoir plus sur notre **projet**, rendez-vous sur -> besoindeurope.fr/projet